

## **Accessibilité aux places en services de garde : une lutte pour l'indépendance des femmes**

Par Myriam Lavoie-Moore, du mouvement *Ma place au travail*

Au Québec, la croyance populaire veut que les services de garde éducatifs et de qualité soient quantitativement et monétairement accessibles pour tous les parents qui souhaitent travailler, mais c'est bien loin d'être le cas. Les mères, pour des raisons financières et de normes de genre, sont encore aujourd'hui celles qui utilisent majoritairement le congé parental. Par contre, rares sont celles qui souhaitent (ou qui peuvent!) rester à la maison après ce temps. Le choc est grand pour celles qui réalisent qu'elles y sont forcées, parce qu'aucun service de garde n'est disponible pour leur enfant en raison de la pénurie de places en service de garde qui sévit actuellement au Québec. Dans un sondage effectué en avril 2021 auprès des membres du groupe Facebook de *Ma place au travail*, un mouvement citoyen en réaction à cette problématique, nous avons récolté de nombreux témoignages traduisant les épreuves subies par les femmes dans cette situation.

Face à la réalité du manque d'accès, les parents sondés font preuve de découragement, de stress et d'anxiété, car leurs plans de même que leur vie quotidienne en sont bouleversés. Pour la famille, l'impossibilité d'un retour au travail entraîne souvent une modification du train de vie auparavant acquis. Pour les femmes particulièrement, la question financière pèse puisqu'elle les rend dépendantes de leur conjoint·e. Une femme nous confiait ainsi qu'elle avait peur de dépendre de son conjoint pour aller chez le dentiste, mettre de l'essence dans sa voiture ou, même « acheter une boîte de tampons » ! Être femme au foyer devient synonyme d'une perte d'autonomie pour beaucoup de Québécoises : « Je vis une situation de dépendance économique avec le conjoint même s'il y a bonne entente. Je me retrouve femme au foyer contre ma volonté. »

Ces mères ne savaient pas que l'accès à un service de garde serait un point d'achoppement pour leur carrière et leur autonomie financière. Leurs vies personnelle et familiale s'en retrouvent chamboulées. Beaucoup de parents rapportent que les difficultés financières et le stress qu'entraînent la situation viennent miner la relation de couple: « La vie familiale bat de l'aile, car les difficultés financières deviennent trop grandes et le stress nous gruge toute notre bonne humeur et notre patience ... ». Décider qui devra quitter son emploi entre les deux parents est une source de querelles lorsque les mères refusent d'être assignées au foyer : « Nous avons des chicanes de couple, car je ne veux pas quitter mon emploi. » La réalité des normes de genre qui pèsent encore sur les couples frappent alors les femmes de plein fouet. Une femme témoignait ainsi que son partenaire s'attendait à ce qu'elle endosse principalement les charges du rôle parental, ce à quoi elle résistait : « Il y a beaucoup de conflits au sein du couple. Il y a une impression que je suis la personne qui doit nécessairement s'occuper de l'enfant à temps plein puisque je fais un moins gros salaire. »

Ces témoignages que nous avons récoltés confirment ce que beaucoup de recherches ont déjà montré : la dépendance financière des femmes envers leur partenaire mine leur autonomie et peut, dans le pire des cas, les empêcher de partir lorsque la situation devient intolérable. Ils convainquent aussi de toute l'importance des services de garde pour la réduction des inégalités entre les sexes. Les services de garde agissent comme de réels filets de sécurité pour l'autonomie des femmes.

Par sa vocation, l'organisme Ma place au travail prend soin de resserrer les mailles du filet afin de soutenir l'indépendance des femmes de même que le bien-être général des familles. N'étant au départ qu'un groupe Facebook destiné à réunir les parents n'ayant pas accès à une place en service de garde, il a rapidement muté en un mouvement social réunissant des milliers de parents, surtout des mères, de partout au Québec. Ma place au travail est désormais un organisme à but non lucratif ayant pour mission de veiller sur l'offre des services de garde en intervenant auprès des instances locales, nationales et gouvernementales afin que chaque parent qui le désire puisse avoir accès à une place en milieu subventionné pour son enfant. Pour que les femmes soient réellement libres, qu'elles puissent être en contrôle de leur vie, qu'elles puissent partir lorsqu'elles le doivent, Ma place au travail milite en faveur du droit universel aux services de garde.